



AGIR POUR DES AUGMENTATIONS DE SALAIRES, PAS POUR DES PRIMES !

La direction de l'entreprise a décidé de la mise en place d'une « indemnité opérationnelle Matériel IDF » pour les cheminots occupant un poste du CO des qualifications A à D dans les Technicentres de la région parisienne, suite aux difficultés d'attractivité et de fidélisation.

Pour la CGT, cette nouvelle prime non liquidable pour la retraite et qui ne concerne qu'une catégorie de cheminots, n'est qu'un artifice de plus dans l'individualisation de la rémunération souhaitée par la direction et non une véritable réponse pour endiguer les démissions et attirer de nouvelles recrues.

DES CHEMINOTS QUI SUBISSENT LA MODÉRATION SALARIALE

Les cheminots du GPF, quels que soient leur collègue et leur région d'appartenance, subissent le gel de leur salaire depuis 2014, alors qu'ils produisent davantage de richesses chaque année. De plus, leur pouvoir d'achat est amputé par la hausse des dépenses obligatoires en termes de logement, d'énergie, de santé, de carburant, de biens de consommation courante...

La question du niveau des salaires est essentielle pour tout salarié.

Pour preuve, dans les Technicentres, la faiblesse des salaires et l'absence d'augmentations pérennes poussent de plus en plus de cheminots à démissionner, fragilisant ainsi l'organisation du travail mais aussi engendrant une perte indéniable de compétences.

Depuis de nombreuses années, la CGT alerte la direction sur les conséquences de sa politique au sujet, entre autres, de la perte d'attractivité et de l'attachement à notre entreprise. De plus, la fin annoncée des recrutements à Statut est sûrement un élément défavorable pour intégrer la SNCF.

L'ENTREPRISE MET EN PLACE UNE POLITIQUE SALARIALE QUI CHERCHE À DIVISER

La SNCF ne s'en cache pas, elle peine à recruter et à convaincre de travailler en Région Parisienne. Alors elle crée une prime qui ne répond qu'à sa vision libérale et à court terme du marché de l'emploi et non à des mesures pérennes réellement attractives.



La CGT réaffirme que la politique salariale menée par la direction vise en réalité à individualiser la rémunération afin de contraindre les cheminots à adhérer à ses choix politiques néfastes et à briser les socles collectifs.

Cette situation est inacceptable, des augmentations générales de salaires s'imposent !

C'est en ce sens que la CGT revendique :

- **De porter le salaire minimum et la pension minimum à 1 800 euros bruts mensuels (intégrant le traitement, l'indemnité de résidence, la prime de travail) ;**
- **Des augmentations générales des salaires permettant un rattrapage du pouvoir d'achat perdu par les cheminots et une reconnaissance de l'augmentation de la technicité de leurs métiers ;**
- **De supprimer les zones résidentielles des salaires en alignant les zones 2 et 3 sur la zone 1 et l'intégration de l'indemnité de résidence dans le traitement pour les cheminots ;**
- **De créer une indemnité compensatrice de la perte d'EVS pour les femmes enceintes ou en congé maternité ;**
- **De transformer la PFA en véritable 13e mois incluant le traitement, l'indemnité de résidence et la prime moyenne théorique de travail. Celle-ci doit être attribuée à tous les cheminots ;**
- **De substituer aux gratifications d'exploitation et de vacances actuelles, pour tous les cheminots, une prime de vacances unique et uniforme payable en juin et représentant le salaire mensuel minimum d'embauche majoré de 10% par enfant à charge ;**
- **D'aligner le taux des EVS sur le plus élevé et le revaloriser ;**
- **De combler le « creux de grille » qui pénalise les positions 4 à 18 pour permettre une évolution régulière de la rémunération de tous les cheminots tout au long de leur carrière.**

Face à une direction intransigeante qui n'apporte comme réponse aux légitimes revendications que des mesurette, seul le rapport de forces fera bouger les choses en faveur des intérêts des cheminots en termes d'augmentations pérennes des salaires, d'un meilleur déroulement de carrière et d'embauches supplémentaires.

La Fédération CGT des Cheminots invite les cheminots à débattre de ces sujets et de la nécessaire mobilisation à construire pour gagner sur ces revendications.

